Rapport du

Symposium National 2025

Construire la résilience aux inondations : Anticiper, comprendre, agir

ENA

16 Juin 2025

Medev

BUCOFORE

Tchad Prospective

Sommaire

RESUME

INTRODUCTION
0.1. CONTEXTE
0.2. OBJECTIFS

1.DEROULEMENT DE LA JOURNEE

2.ANALYSE DES INTERVENTIONS
2.1. COMPRENDRE LES CAUSES DES INONDATIONS : DES DYNAMIQUES IMBRIQUÉES ENTRE NATURE ET SOCIÉTÉ
2.2. PRODUIRE ET MOBILISER LA CONNAISSANCE DU RISQUE : ENTRE OUTILS DISPONIBLES ET INVISIBILITÉ OPÉRATIONNELLE
2.3. UNE GOUVERNANCE FRAGMENTÉE ET RÉACTIVE : DES INSTITUTIONS SANS BRAS NI LEVIERS
2.4. UNE RÉSILIENCE PAR LE BAS : DES COMMUNAUTÉS ACTRICES MALGRE TOUT
2.5. CONSTRUIRE UNE RESILIENCE SYSTEMIQUE : CONVERGENCE DES SAVOIRS, DES ECHELLES ET DES ACTEURS

3. RECOMMANDATIONS CLES
3.1. AUTORITES NATIONALES : PILOTER LA STRATEGIE, LEGIFERER ET STRUCTURER LES FINANCEMENTS
3.2. COLLECTIVITES TERRITORIALES : TRADUIRE LES POLITIQUES EN ACTION LOCALE
3.3. ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE : RENFORCER L'ANCRAGE COMMUNAUTAIRE ET LA REACTIVITE
3.4. COMMUNAUTES LOCALES ET LEADERS COMMUNAUTAIRES : ACTEURS CLES DE LA RESILIENCE DE PROXIMITE

4. SUITE DU SYMPOSIUM : ENGAGEMENTS ET PERSPECTIVES
4.1. ENGAGEMENTS
4.2. PERSPECTIVES

5. ANNEXES
5.1. PARTICIPANTS
5.2. ANNEXE 2 : MOT D'OUVERTURE
5.3. ANNEXE 3 : MOT DE CLOTURE

Résumé

Ce symposium visait à combler le fossé entre scientifiques, décideurs, médias et acteurs associatifs pour renforcer efficacement la résilience face aux risques d'inondation. En réunissant une centaine de participants issus de divers secteurs, il a permis d'examiner les défis géoenvironnementaux liés au changement climatique, les innovations politiques et techniques en matière de prévention, ainsi que la place essentielle de la participation citoyenne.
Organisé autour de trois panels thématiques, l'événement a favorisé des échanges riches sur les causes, les conséquences, les réponses politiques et les dynamiques communautaires face aux inondations. Les discussions ont débouché sur des recommandations concrètes, notamment le renforcement de la coordination multi-acteurs, la mise en place de systèmes d'alerte précoce, la priorisation de l'urbanisme résilient et la valorisation des initiatives communautaires.

Introduction

Face à l'ampleur croissante des inondations au Tchad et à la nécessité d'y répondre de manière coordonnée et durable, un symposium national a été organisé pour favoriser la réflexion collective. En réunissant des acteurs issus du monde :

- **académique**
- **institutionnel**
- **associatif**
- **médiatique**

Cet événement a permis d'ouvrir un espace de dialogue autour des stratégies de prévention, d'adaptation et de gouvernance des risques liés aux inondations. Cette section introductive vise à poser les bases du symposium en précisant son **contexte, ses objectifs et les profils des participants mobilisés.**

0.1. Contexte

Le Tchad est de plus en plus confronté à des phénomènes d'inondation récurrents et dévastateurs, accentués par les effets du changement climatique, l'urbanisation incontrôlée et la faiblesse des mécanismes de prévention. Le symposium national s'inscrit dans une logique de réflexion collective et prospective pour anticiper ces risques et construire une résilience durable.

0.2. Objectifs

Objectif général :

Promouvoir une approche intégrée, inclusive et proactive de la résilience face aux inondations au Tchad.

Objectifs spécifiques :

- Échanger sur les connaissances scientifiques et pratiques existantes.
- Identifier les mécanismes de coordination et de gouvernance.
- Mettre en valeur les bonnes pratiques locales.
- Formuler des recommandations pour les décideurs et les acteurs de terrain.

Participants

Une centaine de participants représentant :

- Administrations publiques
- Collectivités territoriales
- Universitaires et chercheurs
- Organisations de la société civile

Le symposium national s'inscrit dans une logique de réflexion collective et prospective pour anticiper ces risques et construire une résilience durable.

1. Déroulement de la Journée

Cette section présente **la chronologie des moments forts du symposium**, depuis l'accueil des participants jusqu'à l'ouverture officielle. Elle permet de situer le lecteur dans le déroulé logistique de l'événement, en posant le cadre des différentes interventions et panels thématiques.

Installation des participants

Discours d'ouverture

Intervention du maire central de Ndjamena

Diffusion d'un reportage

Discours d'ouverture

A la suite de l'installation des participants dans l'amphithéâtre de l'Ecole Nationale d'Administration de Ndjamena ce lundi 16 juin 2025, le discours d'ouverture de l'événement prononcé par le Secrétaire Général de l'ONG MEDEV a planté le décor et marqué officiellement le début des activités du symposium national sur les inondations. Ce discours qui a exprimé de la gratitude face à la présence massive des différents acteurs institutionnels et privés, a également exhorté ceux-ci à apporter leurs contributions expertes et enrichissantes ; et à fédérer les idées pour des actions concrètes qui devront produire un changement salvateur face aux inondations.

Intervention du maire central de Ndjamena

A la suite de ces mots d'ouverture de l'équipe organisatrice, l'intervention du maire central de Ndjamena a également été un moment fort de la journée. Celui-ci a dressé le contexte de la lutte contre les inondations en relevant tous les efforts consentis dans ce sens autant par le gouvernement que par ses partenaires techniques et financiers. Selon lui, ces efforts sont perceptibles à travers, entre autres, l'élaboration de documents stratégiques de prévention et de lutte, la mise en place des cadres institutionnels dédiés à la lutte et la mise en œuvre de divers projets allant dans le même sens. Ainsi, le maire a exprimé l'importance accordée par le gouvernement et ses partenaires à la recherche de solutions pérennes à ce problème récurrent dans le pays. Il a également félicité les organisateurs de ce symposium pour l'opportunité offerte aux échanges fructueux afin de trouver des solutions efficaces aux difficultés causées par les inondations.

Diffusion d'un reportage

En outre, pour aborder le cœur du sujet de la journée, un reportage sur les préjudices causés par les inondations dans la ville de Ndjamena a été diffusé. Puis, une revue de littérature présentant un état des lieux de la recherche scientifique sur les inondations au Tchad a été présentée. Il se sont ensuivis les différents panels dont la quintessence des discussions est présentée dans les lignes qui suivent.

Débuté à 9h00, le symposium a pris fin à 16h par les mots de clôture du Secrétaire Générale de MEDEV au nom de l'équipe organisatrice. Ces mots ont exprimé de vives félicitations à l'endroit des participants pour ces échanges fructueux. Selon lui, ceux-ci permettent désormais de jeter les bases de concertations régulières et multi acteurs relatives à une meilleure préparation face aux inondations.

2. Analyse des interventions

Au-delà de la richesse des interventions, ce symposium a permis de dégager plusieurs enseignements transversaux sur les causes profondes des inondations, les freins à une gestion efficace du risque et les leviers pour renforcer la résilience. Cette section propose une analyse structurée des points saillants, regroupés en cinq axes complémentaires, allant de la compréhension des dynamiques environnementales et sociales jusqu'à la nécessité d'une gouvernance plus intégrée et participative.

2.1. Comprendre les causes des inondations : des dynamiques imbriquées entre nature et société

Les discussions ont permis de faire émerger un consensus clair : **les inondations récurrentes que connaît le Tchad ne peuvent être imputées uniquement aux caprices de la nature.**

Elles résultent d'une interaction complexe entre des phénomènes naturels, tels que les précipitations extrêmes amplifiées par le changement climatique et des dynamiques anthropiques, c'est-à-dire les choix que les sociétés humaines opèrent dans leur aménagement du territoire. Ce double mécanisme, loin d'être indépendant, fonctionne en synergie et alimente la vulnérabilité croissante des populations.

Le dérèglement climatique, marqué par une intensification et une irrégularité des pluies, crée des épisodes de précipitations massives que les sols et les infrastructures actuelles peinent à absorber.

+40%

de pluie d'ici 2E040 sont attendu,avec en parallèle un ensablement accru du Chari au fil des années.
Cependant, cette intensité climatique n'est que le déclencheur d'un système déjà fragilisé par l'intervention humaine. En effet, les zones humides et forestières, jadis considérées comme des régulateurs naturels du cycle de l'eau, sont de plus en plus grignotées par l'urbanisation et l'agriculture. L'occupation désordonnée du sol, l'absence de canaux d'évacuation viables et l'éradication des zones tampons perturbent gravement les équilibres écologiques.

Les conséquences sont :

- Saturés incapables d'absorber les eaux
- Ruissellement incontrôlé
- Submersion de quartiers entiers.
- Débordement des rivières

Les zones riveraines des cours d'eau, historiquement marginales, deviennent des zones d'habitation sous la pression foncière, en particulier pour les populations les plus pauvres. Faute de moyens et d'alternatives viables, ces dernières s'installent dans des zones inondables, souvent sans connaissance des risques encourus.

Ainsi, les inondations ne relèvent pas seulement de catastrophes naturelles : elles sont aussi révélatrices de choix politiques, de failles dans la gouvernance urbaine, et d'inégalités sociales persistantes. En cela, elles doivent être lues comme des événements hybrides, à la fois écologiques, sociaux et territoriaux.

2.2. Produire et mobiliser la connaissance du risque : entre outils disponibles et invisibilité opérationnelle

L'un des constats majeurs du symposium est le décalage entre la production de la connaissance sur le risque d'inondation et sa mise en œuvre concrète dans les politiques publiques et les pratiques locales. Si des données existent, leur accessibilité, leur actualisation, et surtout leur appropriation demeurent insuffisantes.

Des cartographies hydrologiques, hydrauliques ou topographiques ont été élaborées par différents acteurs et institutions nationaux, bureaux d'études, partenaires techniques et financiers, notamment, le laboratoire de géo -sciences de Farcha avec l'appui de l'IRD,sur des zones sensibles comme les bassins du Chari, du Logone, du Mayo-Kebbi, ou encore le Lac Tchad. Cependant, ces documents sont souvent archivés dans des rapports techniques, rédigés dans un langage inaccessible pour les non-initiés, ou confinés dans des institutions spécialisées sans stratégie claire de vulgarisation ou de diffusion.
Il faudrait toutefois relever qu'un grand travail est fait dans ce sens actuellement par le projet PILIER.

Ce manque de circulation de la connaissance crée un double effet pervers : d'une part, les décideurs locaux et les autorités communales agissent souvent à l'aveugle, faute d'indicateurs fiables sur les zones à risque. D'autre part, les communautés, qui sont pourtant les premières concernées, ignorent les dangers qui les guettent et continuent de s'installer dans des espaces inondables.

Cette situation reflète l'absence d'un véritable système national d'information sur les risques, interconnecté, intersectoriel et utilisable par tous les niveaux d'acteurs.
Pourtant, la cartographie ne devrait pas être perçue uniquement comme un outil d'ingénieur : elle est un instrument de gouvernance.

Elle peut permettre :

- de définir des zones non constructibles ou à urbanisation conditionnelle,
- d'intégrer des normes parasismiques ou anti-inondation dans les plans de lotissement,
- d'appuyer les politiques d'assurance et de relogement préventif.

Mais pour cela, encore faut-il que ces données soient lisibles, mises à jour régulièrement, géolocalisées et interopérables entre ministères, collectivités, ONG, bureaux d'études et universités.

Enfin, plusieurs intervenants ont insisté sur la nécessité de rapprocher les savoirs experts des savoirs empiriques. Les populations détiennent des connaissances pratiques sur les zones inondables, les comportements de l'eau, les signes annonciateurs mais ces savoirs ne sont que rarement reconnus ou intégrés. La construction d'une culture partagée du risque passe donc par des outils collaboratifs, comme les cartes participatives, les systèmes d'alerte communautaires, ou encore la formation des élus à la lecture et à l'interprétation des cartes.

Une revue documentaire récente a proposé une approche comparative des études portant sur les inondations au Tchad, permettant d'identifier les sources, les méthodologies, les zones couvertes et les résultats. Cette grille d'analyse a mis en évidence une forte hétérogénéité des données disponibles selon les zones géographiques, avec une concentration de l'information sur la capitale et une sous-documentation des provinces périphériques.

Par ailleurs, **l'analyse cartographique des bassins de rétention (notamment ceux de Dembé, N'Djari 1 et 2, Bouta Roma) et des exutoires (comme Karkandjeri, Farcha, Milezi) illustre les efforts de spatialisation des risques dans la ville de N'Djamena.** Ces outils, bien qu'existants, souffrent encore d'un déficit d'intégration dans les documents d'aménagement et d'une faible accessibilité pour les acteurs opérationnels comme pour les communautés. Cela confirme le besoin d'un système de gestion de l'information interopérable, actualisé et largement diffusé.

2.3. Une gouvernance fragmentée et réactive : des institutions sans bras ni leviers

Le troisième axe critique abordé durant les travaux est celui de la gouvernance des inondations. Bien que plusieurs structures aient été créées pour encadrer ou gérer le risque (ministères sectoriels, agences spécialisées, comité national de coordination des inondations, comités de crise régionaux), la gouvernance reste dominée par la fragmentation institutionnelle, l'absence de leadership clair, et une logique d'urgence plutôt que de prévention.

En effet, il existe un foisonnement de documents stratégiques plans urbains et politiques nationales de gestion des catastrophes mais leur mise en œuvre est très inégale. Par exemple, le Plan Urbain de Référence de N'Djamena (2010), qui intégrait des considérations hydrauliques et environnementales, n'a été que partiellement exécuté. Les instruments d'urbanisme ne sont pas juridiquement contraignants, et il n'existe pas de mécanismes de suivi ou de sanction en cas de non-application. Cela traduit ce que plusieurs experts appellent une « planification sans pouvoir normatif ».

La gestion des inondations est par ailleurs freinée par la logique de projets, souvent pilotés par des partenaires extérieurs, sans articulation avec les priorités locales ou les politiques nationales. Les ressources sont largement mobilisées après les catastrophes (réponses humanitaires), tandis que la prévention structurelle (drainage, assainissement, gestion du foncier, entretien des ouvrages) est sous-financée.

En aval, les collectivités territoriales, censées jouer un rôle central, sont laissées à elles-mêmes. Elles ne disposent ni de compétences techniques suffisantes, ni d'autonomie financière, ni de clarté institutionnelle sur leurs responsabilités. Cela aboutit à une gestion fragmentée du risque, éclatée entre services déconcentrés, mairies, ONG et bailleurs, avec peu de coordination et des doublons fréquents.

Le défi est donc d'établir une architecture de gouvernance claire, avec :

- une répartition précise des rôles entre les niveaux national, régional et communal,
- des mécanismes de coordination multisectorielle,
- une intégration du risque d'inondation dans tous les plans de développement local,
- et une responsabilisation effective des communes, dotées de moyens

L'examen des documents stratégiques existants, tels que le décret n°0508 de 2023 sur la gestion des risques et le Plan d'Actions Inondations 2025 de la commune de N'Djamena, révèle l'existence de cadres normatifs et techniques relativement robustes. Toutefois, leur mise en œuvre reste confrontée à des limites significatives, notamment un manque de moyens logistiques et humains à l'échelle communale.

Un atelier de retour d'expérience a par exemple documenté l'insuffisance critique du matériel de voirie disponible dans la capitale **(1 poclin, 1 tractopelle, 1 niveleuse et 5 bennes seulement), ainsi que le faible effectif d'agents spécialisés dans l'entretien du réseau de drainage (5 techniciens pour toute la ville). Ces éléments illustrent le décalage persistant entre la formalisation des dispositifs et leur capacité d'opérationnalisation à l'échelle locale.**

2.4. Une résilience par le bas : des communautés actrices malgré tout

En contraste avec la lenteur institutionnelle, les communautés locales déploient une résilience de proximité, fondée sur l'entraide, la réactivité et la connaissance du terrain. Cette résilience communautaire, bien que peu formalisée, est un capital précieux, souvent sous-estimé par les politiques publiques.
Dans plusieurs zones touchées par les inondations, des organisations locales à l'exemple de l'Association des Jeunes Abéchois pour le Développement Socio-Educatif et Environnemental (AJADSE), l'Association Tchadienne pour la Paix et le Développement Durable (ATPAD) et « Lossi Gue Madje », pour ne citer que celles mentionnées, ont initié des actions concrètes :

- **Fabrication artisanale de digues avec des sacs de sable,**
- **Organisation de systèmes d'alerte communautaires via téléphone ou mégaphone,**
- **Hébergement temporaire des sinistrés chez des voisins ou parents,**
- **Campagnes de sensibilisation sur les comportements à adopter en saison des pluies.**
- **Appui au déplacement des sinistrés**

Ces actions démontrent une capacité d'organisation autonome et une solidarité horizontale particulièrement efficaces dans les premières heures de la catastrophe. Mais elles se heurtent à de nombreuses limites :

- manque criant de matériel de base : brouettes, bottes, pirogues, bâches…
- aucun accès structurel aux fonds d'urgence ou aux subventions locales,
- une absence de reconnaissance institutionnelle, voire une marginalisation par les autorités formelles.

De nombreux intervenants ont souligné que ces organisations ne doivent plus être considérées comme des "acteurs informels", mais comme des partenaires stratégiques de la résilience territoriale. Leur intégration dans les dispositifs de gestion du risque permettrait :

- d'améliorer la réactivité en cas de crise,
- de renforcer la pertinence des mesures prises,
- et d'asseoir la légitimité des interventions dans les communautés.

Cela suppose :

- des appuis ciblés (kits de résilience communautaire, formations, dotations),
- la création de mécanismes de cofinancement entre ONG, communes et comités locaux,
- et l'institutionnalisation de leur rôle dans les plans communaux de prévention et de réponse.

Autrement dit, il s'agit de transformer une résilience spontanée parfois improvisée en résilience organisée, outillée et reconnue. L'analyse des réponses communautaires lors des dernières crises, notamment dans les villes et provinces touchées (N'Djamena, Logone Occidental, Wadi Fira), montre que les mécanismes de résilience déployés par les habitants reposent sur des dynamiques locales d'entraide, de réactivité et d'adaptation. Ces initiatives — digues artisanales, alertes orales ou via messagerie, hébergements solidaires ont permis de combler les lacunes de la réponse institutionnelle dans les premières heures.

Toutefois, ces réponses demeurent fragiles : leur reconnaissance officielle est limitée, les ressources matérielles font défaut, et des tensions peuvent surgir entre collectifs informels et dispositifs institutionnels. Un manque de confiance notoire entre associations et bailleurs s'observe également du fait de certains comportements inadéquats des premières. En effet, il existe des associations « fantômes » dont les actions ont décrédibilisé l'image d'autres associations. Ces constats renforcent l'intérêt d'intégrer davantage ces initiatives dans les plans communaux de prévention et de gestion du risque, en les considérant comme des relais stratégiques plutôt que comme des solutions parallèles, mais aussi de restaurer la confiance entre bailleurs et associations.

2.5. Construire une résilience systémique : convergence des savoirs, des échelles et des acteurs

En définitive, l'un des apports majeurs du symposium est d'avoir permis une mise en dialogue fructueuse entre différents types d'acteurs : scientifiques, experts techniques, représentants des institutions, élus locaux et organisations communautaires. Cette pluralité de regards a permis de dépasser les approches segmentées pour envisager une résilience systémique, c'est-à-dire une approche globale et intégrée du risque d'inondation.

Une telle approche repose sur trois piliers interdépendants :

- la prévention, par la compréhension fine du territoire et l'intégration des risques dans les politiques publiques ;
- la préparation, via des systèmes d'alerte précoce, des infrastructures adaptées et des formations ciblées ;
- la réponse, qui doit être coordonnée, équitable et rapide, sans négliger les plus vulnérables.

Mais cette transversalité exige également de sortir d'une lecture strictement sectorielle des inondations. Le risque ne concerne pas seulement l'environnement ou l'urbanisme : il affecte aussi la santé publique, l'éducation (fermeture des écoles), l'économie locale (perte de récoltes, destruction des biens), la gouvernance locale, et la cohésion sociale.

3. Recommandations clés

Face à la récurrence et à l'aggravation des inondations, il est devenu impératif d'adopter une gouvernance partagée et proactive du risque, mobilisant tous les niveaux d'acteurs. Les recommandations suivantes sont structurées autour de quatre grandes catégories de destinataires qui sont les autorités nationales, les collectivités territoriales, les organisations de la société civile, et les communautés locales afin de proposer des réponses adaptées à leurs rôles, responsabilités et capacités d'action.

3.1. Autorités nationales : piloter la stratégie, légiférer et structurer les financements

Le rôle de l'État central est décisif dans l'orientation stratégique de la lutte contre les inondations. Pour une action cohérente, il est essentiel de renforcer la coordination multi-acteurs à tous les niveaux. Cela passe par la mise en place d'un cadre national permanent de concertation sur la gestion des risques climatiques, incluant les ministères concernés, les partenaires techniques et financiers, ainsi que les représentants des collectivités. Une telle coordination permettrait de mettre fin aux interventions isolées, de mutualiser les ressources et de garantir une complémentarité des actions, notamment entre les services techniques et les partenaires de terrain.

Dans le même esprit, **l'élaboration et la mise en œuvre de documents de planification urbaine** intégrant la gestion des risques apparait comme une nécessité stratégique. L'absence de schémas d'aménagement adéquats expose les zones urbaines à une urbanisation désordonnée et à une forte vulnérabilité. Le ministère de l'Urbanisme devrait institutionnaliser des outils de planification contraignants, incluant la cartographie des zones à risque, l'identification des zones non constructibles et l'encadrement strict des constructions en zones inondables.

Par ailleurs, **le déficit chronique de ressources dédiées à la prévention** compromet la durabilité des efforts. Il est donc recommandé de créer un **fonds national d'adaptation** financé par des ressources nationales et internationales. Ce fonds permettrait de soutenir aussi bien les plans d'urgence que les projets de résilience structurelle, et d'encourager les initiatives locales. L'intégration de lignes budgétaires spécifiques à la résilience dans les ministères sectoriels renforcerait cette dynamique.

Les mairies, conseils municipaux et **gouvernorats** sont en première ligne dans la gestion opérationnelle des inondations.

Ils doivent être dotés de systèmes d'alerte précoce décentralisés, intégrés aux dispositifs de veille météorologique nationaux, mais adaptés aux réalités locales. Ces systèmes devraient s'appuyer sur des relais communautaires, utiliser des moyens de communication accessibles (SMS, radios locales, crieur public) et être régulièrement testés. Leur efficacité dépend fortement de leur compréhension par les populations, d'où l'importance de les traduire dans les langues locales.

Le renforcement des capacités locales est un autre levier majeur d'action. Cela inclut la formation continue des agents municipaux, des comités de quartier et des volontaires à la gestion des stocks, à la planification d'urgence et à la communication de crise. Il est également nécessaire que chaque commune dispose d'un plan local de contingence, basé sur les données de terrain, actualisé et partagé avec tous les acteurs.

Enfin, pour permettre une action rapide et adaptée, **les collectivités doivent pouvoir mobiliser des ressources financières.** L'intégration de lignes budgétaires spécifiques à la prévention des risques dans les budgets communaux, ainsi que l'accès facilité aux financements nationaux et internationaux, sont indispensables à l'ancrage de la résilience au niveau local.

3.3. Organisations de la société civile : renforcer l'ancrage communautaire et la réactivité

Les organisations de la société civile, qu'elles soient locales ou internationales, sont des acteurs essentiels, notamment dans les premières heures d'une crise Il est crucial de renforcer leur rôle en leur fournissant un appui logistique et institutionnel. Cela implique de les équiper en matériel de première nécessité (gilets, pelles, lampes, embarcations), de soutenir leur structuration (reconnaissance juridique, gouvernance) et d'accompagner la professionnalisation de leurs membres via des formations spécifiques en gestion de crise.

Elles ont également un rôle clé dans **la sensibilisation** et **l'éducation des populations**. Les campagnes doivent être conçues de manière participative, adaptées aux contextes locaux et diffusées à travers les canaux les plus appropriés : écoles, radios communautaires, réseaux sociaux ou marchés. Le recours aux langues locales et à des supports culturels (contes, théâtre, chansons) permet une meilleure appropriation des messages.

Enfin, il est indispensable de faciliter l'accès des OSC locales aux financements disponibles. Pour cela, des mécanismes d'accompagnement technique devraient être mis en place, permettant de **renforcer leurs capacités de réponse aux appels à projets** et **leur accès aux guichets de financement climatique et humanitaire**. Une plus grande implication des ONG expérimentées dans le parrainage technique ou financier des OSC émergentes favoriserait une approche plus inclusive et durable.

3.4. Communautés locales et leaders communautaires : acteurs clés de la résilience de proximité

Les communautés locales ne sont pas de simples bénéficiaires ; elles sont des actrices à part entière de la gestion des risques. Elles doivent être pleinement intégrées dans les systèmes d'alerte précoce. Les comités de veille communautaires, souvent déjà en place de manière informelle, devraient être reconnus, formés et dotés de moyens logistiques de base. Les chefs traditionnels, en raison de leur légitimité sociale, jouent un rôle fondamental dans la transmission des alertes et la mobilisation des populations.

Au-delà de l'alerte, les communautés doivent être préparées à réagir. Cela passe par la mise à disposition de kits d'urgence, de cartes d'évacuation, d'outils de signalisation et par la formation de groupes de volontaires en premiers secours. L'appui à l'auto-organisation des populations,Au-delà de l'alerte, les communautés doivent être préparées à réagir. Cela passe par la mise à disposition de kits d'urgence, de cartes d'évacuation, d'outils de signalisation et par la formation de groupes de volontaires en premiers secours. L'appui à l'auto-organisation des populations, notamment dans les zones périurbaines souvent négligées, est fondamental pour assurer une réponse de proximité.

Enfin, les leaders communautaires, les jeunes et les femmes sont de puissants relais pour les campagnes de sensibilisation. Leur implication dans la co-construction des messages, leur capacité à diffuser les bonnes pratiques à travers les réseaux sociaux ou les espaces communautaires, et leur connaissance des réalités locales en font

4. Suite du symposium : engagements et perspectives

La clôture du symposium n'a pas marqué la fin d'un processus, mais plutôt l'amorce d'une dynamique de transformation ancrée dans l'action. Les échanges riches, les recommandations concrètes et la diversité des acteurs mobilisés ont révélé un consensus fort : face à la montée des risques d'inondation, la résilience ne peut plus être pensée comme un objectif lointain, mais comme une nécessité immédiate, partagée et soutenue par des engagements collectifs. Cette dernière section du rapport revient sur les principaux engagements exprimés lors de l'événement (5.1) et propose les grandes perspectives qui se dessinent pour les mois et années à venir (5.2).

4.1. Engagements

Les engagements issus du symposium s'articulent autour d'un triptyque : **maintenir la dynamique collective, transformer les recommandations en actions, et ancrer la résilience dans une logique de co-construction entre les niveaux d'acteurs.**

Premièrement, **les participants se sont engagés à poursuivre l'élan de collaboration initié au cours du symposium.** Cette volonté s'est exprimée à travers l'appel à créer un espace pérenne de dialogue entre scientifiques, techniciens, décideurs politiques, représentants de la société civile, collectivités locales et communautés de base. Le symposium a été perçu comme un point de départ, et non comme une fin en soi.

Deuxièmement, **un engagement fort a émergé autour de la traduction des recommandations en actions concrètes.** Il s'agit notamment de renforcer les systèmes d'alerte précoce, d'élaborer des plans locaux de gestion des inondations, de vulgariser les données techniques auprès des populations, de reconnaître et soutenir les initiatives communautaires existantes, et de renforcer les mécanismes de coordination multisectorielle.

Troisièmement, **les organisateurs notamment l'ONG MEDEV et le centre de recherche BUCOFORE ont pris l'engagement de jouer un rôle de catalyseur dans le suivi post-symposium.** Cela implique la production de rapports synthétiques, la mise à disposition des connaissances produites, l'appui à la diffusion des outils techniques auprès des acteurs de terrain, et le plaidoyer pour une meilleure intégration des enjeux de résilience dans les politiques publiques.

Ces engagements témoignent d'un changement de posture : les acteurs présents ne se sont pas contentés d'énoncer des constats, ils ont exprimé leur volonté d'agir ensemble, sur la base d'une vision partagée de la résilience comme bien commun.

4.2. Perspectives

Au-delà des engagements immédiats, plusieurs perspectives stratégiques ont été identifiées pour structurer la suite du processus, à court, moyen et long terme.

Une première perspective concerne **la création d'un cadre institutionnel de concertation permanente sur la résilience climatique**. Une telle plateforme intersectorielle permettrait de sortir des logiques fragmentées, de mutualiser les ressources techniques et financières, et d'assurer une planification cohérente des interventions. Elle pourrait regrouper les ministères concernés, les collectivités, les partenaires techniques et financiers, les universités, les ONG et les représentants communautaires.

Deuxièmement, **le symposium a mis en lumière l'impératif de décentraliser les mécanismes de gestion du risque.** Les collectivités locales doivent être dotées de compétences techniques, de moyens financiers autonomes et de responsabilités claires pour agir efficacement. La perspective d'élaborer des plans locaux de contingence, intégrant les savoirs locaux et les données scientifiques, apparaît comme une priorité. L'accès des communes aux financements nationaux et internationaux pour la résilience est un levier à activer sans délai.

Troisièmement, **la valorisation des dynamiques communautaires constitue un axe fort.** Les perspectives incluent l'institutionnalisation des comités de veille, l'octroi de micro-subventions aux organisations locales, et l'organisation de formations pour structurer les initiatives d'auto-organisation. Il s'agit de faire évoluer la résilience communautaire, aujourd'hui souvent informelle et réactive, vers une résilience organisée, reconnue et soutenue.

Enfin, une dernière perspective transversale consiste à construire une culture partagée du risque, **à travers des actions d'éducation populaire, de communication multilingue, et l'intégration du thème des inondations dans les curricula scolaires et les plans communaux de développement.** Cela suppose un changement de paradigme : considérer les inondations non comme des catastrophes imprévisibles, mais comme des phénomènes gérables à condition d'une gouvernance éclairée, inclusive et anticipative.

En somme, les perspectives issues du symposium ne relèvent pas d'un simple agenda technique : elles dessinent les contours d'une nouvelle approche de la résilience au Tchad, fondée sur la co-responsabilité, la transversalité et l'innovation collective.

5. Annexes

5.1. Participants

Les participants au symposium ont été soigneusement choisis pour refléter la diversité des parties prenantes concernées par la résilience aux inondations. Trois panels ont structuré les échanges, chacun abordant un volet complémentaire du risque d'inondation : la connaissance, l'adaptation et l'organisation communautaire. Chaque panel a réuni des experts académiques, des représentants institutionnels et des acteurs de terrain, favorisant ainsi une confrontation enrichissante des points de vue.

Panel 1

Thème: "Connaitre pour informer et prévenir "

Le premier panel s'est attaché à explorer le rôle central de la connaissance dans la prévention des inondations. Il a mis l'accent sur la production de données scientifiques, leur transformation en outils d'aide à la décision, et les défis liés à leur accessibilité pour les acteurs locaux.

Modérateur
Dr Yacoub Abdallah Nassour
Université de N'Djamena

Intervenant
Dr Yemadji Ndiekhor
Géographe urbaniste

Intervenant
Merlin Totinon
Architecte urbaniste

Intervenant
Dr Mahamat-Nour Abdallah
Hydrogéographe

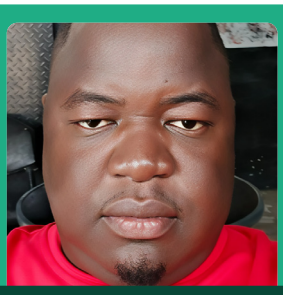
Panel 2

Thème: "Comment anticiper, répondre et s'adapter durablement face aux inondations au Tchad "

Ce deuxième panel s'est intéressé aux réponses techniques, politiques et sociales permettant de faire face aux inondations. À travers les témoignages croisés d'institutionnels et de techniciens, il a permis d'interroger les capacités d'anticipation et d'adaptation existantes, ainsi que les conditions de leur renforcement.

Modérateur
Dr Olivier Guiryanan
Socio-anthropologue, Directeur du centre de recherche BUCOFORE

Intervenant
Abdelaziz Saleh Mahareb
Coordinateur adjoint projets AFD-Mairie de N'Djamena



Intervenant
Mbaïodjim Noela
Direction générale de l'urbanisme et de l'aménagement-Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Habitat (MATHU)

Intervenant
Allaingam Abdoul
Collectif des Acteurs Urbains du Tchad (CAUT)

Panel 3

Thème: "S'auto-organiser pour s'adapter"

Le troisième panel a mis en lumière l'ingéniosité et la réactivité des communautés locales face aux risques d'inondation. Il a valorisé les expériences d'auto-organisation et les dynamiques de solidarité territoriale comme leviers essentiels d'une résilience ascendante, souvent négligée dans les politiques publiques.

Modérateur
Dr Cécile Petitdemange
Anthropologue et politiste -BUCOFORE

Intervenant
Catherine Djimet
Présidente de la plateforme « Loosi que madji »-Moundou

Intervenant
Kalhfa Ahmat Khalfa
Président de l'Association des Jeunes Abéchois pour le Développement Socio-Educatif et Environnemental (AJADSE)

Intervenant
Salzabo Dimougna
Coordinateur de l'Association Tchadienne Pour La Paix et Le Développement Durable (ATPAD)-N'Djamena

5.2. Annexe 2 : mot d'ouverture

MOT DE BIENVENUE

Mesdames et Messieurs,
Distingués invités,
Honorables représentants des institutions publiques et privées,
Chers partenaires,
Membres éminents du comité scientifique,

C'est avec une profonde reconnaissance et un grand sentiment de responsabilité que je vous souhaite la bienvenue à ce Symposium national placé sous le thème : Construire la résilience face aux inondations, organisé par l'ONG MEDEV en partenariat avec le Centre de recherche BUCOFORE.

Votre présence nombreuse et engagée témoigne de l'importance que nous accordons collectivement à cette cause. Nous exprimons notre sincère gratitude aux autorités gouvernementales, aux partenaires techniques et financiers, ainsi qu'aux représentants de la société civile et du monde académique, dont le soutien indéfectible rend possible cet espace de réflexion stratégique.

Je tiens à adresser un remerciement tout particulier au comité scientifique, dont l'expertise rigoureuse et l'engagement discret mais essentiel ont permis de construire un programme à la hauteur des enjeux. Grâce à votre travail, ce symposium se distingue non seulement par la richesse de ses contenus, mais aussi par la pertinence des regards croisés qu'il propose.

Ce symposium est bien plus qu'un événement. Il est un rendez-vous de conscience et d'action, dans un contexte où les inondations ne sont plus de simples aléas, mais des réalités récurrentes qui menacent nos vies, nos terres, nos économies et notre cohésion sociale.

Face à cette urgence, la résilience ne peut être l'apanage d'un seul acteur. Elle doit être construite à travers une dynamique collective, inclusive et interdisciplinaire. Et c'est précisément l'ambition de cette rencontre : réunir chercheurs, décideurs, communautés locales, journalistes, ONG, et acteurs du développement, pour imaginer ensemble des solutions durables, innovantes et solidaires.

Je vous invite donc à faire de ces échanges un moment d'inspiration, de lucidité et de coconstruction. Que ce symposium soit un catalyseur d'idées neuves, un incubateur d'alliances et surtout, un levier pour une action transformatrice.

Au nom de l'équipe organisatrice, je vous souhaite à toutes et à tous la bienvenue, et des travaux fructueux.

Merci.

5.3. Annexe 3 : mot de clôture

MOT DE CLOTURE

Mesdames et Messieurs,
Distingués invités,
Honorables représentants des institutions publiques et privées,
Chers partenaires,
Membres éminents du comité scientifique,

Alors que s'achève cette journée dense et enrichissante, permettez-moi d'exprimer, au nom de **l'ONG MEDEV** et du Centre de recherche **BUCOFORE**, notre profonde gratitude pour votre présence active, vos interventions éclairées et vos engagements renouvelés.

Ce symposium n'aurait pu atteindre un tel niveau de qualité et de profondeur sans la mobilisation exemplaire de chacun d'entre vous. Vous avez su démontrer que la question de la résilience face aux inondations ne relève pas d'un simple débat technique, mais bien d'un impératif collectif, humain et stratégique.

Merci aux panélistes, aux modérateurs, aux chercheurs, aux responsables institutionnels, aux représentants de la société civile et aux acteurs de terrain, pour avoir su faire vivre cette diversité d'approches dans un esprit d'écoute, d'exigence et de co-construction.

Nous repartons aujourd'hui avec des idées fortes, des pistes concrètes, mais surtout avec la conviction que face aux défis environnementaux qui s'intensifient, seule une synergie d'acteurs ancrée dans la connaissance, la solidarité et l'innovation peut nous permettre de bâtir une résilience durable et inclusive.

Ce symposium ne s'achève pas ici. Il ouvre un cycle. Celui du suivi, de l'action et de l'impact. Nous vous invitons, au-delà de cette journée, à poursuivre cette dynamique, à transformer les engagements en initiatives concrètes, et à maintenir le dialogue entre science, politique et société.

En vous remerciant encore pour votre précieuse contribution, je vous souhaite à toutes et à tous un bon retour, une pleine continuation dans vos missions, et une mobilisation toujours aussi forte au service de notre avenir commun.

Je vous remercie.

Symposium National 2025

Construire la résilience aux inondations : Anticiper, comprendre, agir